

notamment dans le cadre des récents sommets tel que Nutrition for Growth (2021), Océans (2022) et Programmes pays du Fonds Vert pour le climat (GFC) et Fonds internationaux pour l'Environnement (FEM).

- L'action contribue ainsi à plusieurs **ODD** intersectoriels (faim-pauvreté-climat-environnement –océan). L'action est alignée sur les domaines prioritaires du Programme indicatif pluriannuel (PIP) 2021-2027 de l'UE pour les Comores. Elle contribue directement à la mise en œuvre de la **Team Europe Initiative** pour une croissance verte inclusive à l'échelle des territoires (en ligne avec la priorité de protection de l'environnement et aussi de agriculture, sylviculture, aquaculture et pêche soutensables). Cette TEI de 26 millions d'EUR sera mise en pratique en étroite collaboration avec la France/AFD et la BEI. Elle contribue au (i) Global Gateway<sup>2</sup> pour une transition écologique, (ii) Plan d'action genre<sup>3</sup> (GAP III), (iii) feuille de route pour la société civile de l'UE aux Comores<sup>4</sup>, ainsi que (iv) Pacte vert européen<sup>5</sup> (notamment stratégie 'De la ferme à la fourchette', 'économie circulaire'), (v) Alliance UE-Afrique<sup>6</sup>, (vi) stratégie indopacifique<sup>7</sup>, (vii) Nouveau Consensus européen pour le développement<sup>8</sup> et (viii) plan action jeunesse pour l'action extérieure de l'UE<sup>9</sup>.
- Enfin, si l'action est développée dans une optique de sécurité alimentaire, elle vise également le renforcement des capacités –notamment de transformation – du secteur privé en complémentarité des programmes en cours menés pour appuyer leur insertion dans le commerce mondial (APILE). Ces actions sont en cohérence avec les normes et engagements du chapitre sur le commerce et le développement durable que l'Union des Comores négocie conjointement avec ses partenaires de l'AfOA dans le cadre de l'approfondissement de l'accord de partenariat économique intérimaire en vigueur.

## 2 JUSTIFICATION

### 2.1 Contexte

Petite Etat insulaire en Développement (PIED/SIDS) au sein du canal du Mozambique, l'Union des Comores, dont 45 % de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté et qui occupe la 160ème place mondiale sur 187 en termes d'indice de développement humain (IDH), fait partie des pays les moins avancés (PMA).

La **population** comorienne s'élève à environ 800 000 personnes (2021), soit une densité moyenne de 440 habitants/km<sup>2</sup> avec de fortes disparités entre les îles. Ces fortes densités humaines et la pression sur les ressources naturelles qui en résulte sont la cause principale de la dégradation des écosystèmes du pays. Le fort dynamisme démographique conduit à l'extension de l'habitat sur une bande terre côtière restreinte. La difficulté de l'accès au foncier contraint les ménages à faible revenu à s'installer dans des zones à risque, soumises aux inondations ou coulées de boue. Les inégalités de genre restent fortes malgré des lois favorables à l'égalité entre les sexes. En 2019, l'Union des Comores avait un score de 0,436 sur l'index des inégalités de genre<sup>10</sup> (24% des sièges parlementaires occupés par des femmes - 61 % de femmes adultes ayant atteint un niveau d'éducation secondaire contre 68,3 % pour les hommes et une participation au marché du travail de 47,2 % pour les femmes contre 74,2 % pour les hommes).

Les besoins du pays en nourriture et en énergie vont croissant sur ce territoire restreint, contraignant la **politique économique et extérieure** de l'Etat. La situation économique est précaire avec une croissance économique moyenne de 2 % seulement sur la dernière décennie. L'activité économique peu diversifiée est dominée par l'agriculture. Le pays souffre aussi d'une forte dépendance énergétique en produits pétroliers importés et d'un manque d'accès à l'eau potable. Les transferts financiers en provenance de la diaspora - vivant principalement en

<sup>2</sup> [https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/joint\\_communication\\_global\\_gateway.pdf](https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/joint_communication_global_gateway.pdf)

<sup>3</sup> [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/api/files/document/print/fr/ip\\_20\\_2184/IP\\_20\\_2184\\_FR.pdf](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/api/files/document/print/fr/ip_20_2184/IP_20_2184_FR.pdf)

<sup>4</sup> <https://europa.eu/capacity4dev/file/26045/download?token=2B7-RBSB>

<sup>5</sup> [https://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:b828d165-1c22-11ea-8c1f-01aa75ed71a1.0022.02/DOC\\_1&format=PDF](https://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:b828d165-1c22-11ea-8c1f-01aa75ed71a1.0022.02/DOC_1&format=PDF)

<sup>6</sup> <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:52020JC0004>

<sup>7</sup> [https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/eu-indo-pacific\\_factsheet\\_2022\\_02\\_fr\\_0.pdf](https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/eu-indo-pacific_factsheet_2022_02_fr_0.pdf)

<sup>8</sup> [https://www.consilium.europa.eu/media/24004/european-consensus-on-development-2-june-2017-clean\\_final.pdf](https://www.consilium.europa.eu/media/24004/european-consensus-on-development-2-june-2017-clean_final.pdf)

<sup>9</sup> <https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-8629-2020-INIT/fr/pdf>

<sup>10</sup> PNUD (2020), Rapport sur le développement humain 2020, note pays.